que le département d'assurance de l'Etat de New York est administré très strictement et que ses représentants ont fait un examen minutieux de tout ce qui concerne vos taux, votre rajustement et vos certificats de caisse au décès. De sorte que, en fait, cette enquête faite par eux constitue un re-examen sévère et critique de tous les détails concernant l'administration de votre Société et une approbation définitive, donnée par les autorités d'un des départements d'assurance des Etats-Unis, qui, avec celui de l'Etat du Massachusetts possède la réputation d'être en tête de tous les départements d'assurance, lorsqu'il s'agit de surveiller la solvabilité et la bonne administration des compagnies d'assurance et des sociétés de secours mutuels. Le fait que la Société des Artisans Canadiens-Français a obtenu des permis d'affaires dans ces deux Etats constitue pratiquement un tel certificat de solvabilité et de bonne administration qu'il rendrait son admission dans d'autres Etats indubitable et comparativement très facile.

Il peut être intéressant de mentionner en passant qu'au cours des travaux exécutés lors de votre application pour admission dans l'Etat de New York, il fut nécessaire d'établir si votre Société possédait ou non une réserve lui permettant d'accorder, en conformité des lois de cet Etat, des certificats acquittés. Lesdites lois exigent qu'une telle réserve soit basée sur la Table de Mortalité de l'*American Experience* avec intérêt à 4% d'après l'assurance en force et suivant la nature et les différentes classes de certificats actuellement en vigueur dans votre Société. Quoique la réserve de la Table de l'*American Experience* avec intérêt à 4% ne soit pas plus élevée lorsqu'il s'agit de prime sur vie entière que celle exigée par la Table du *National Fraternal Congress*, avec intérêt à 4%, la réserve requise par la première de ces deux tables, lorsqu'il s'agit de l'émission de certificats acquittés, est considérablement plus élevée que celle exigée par la Table du *Congrès Fraternel* : techniquement cette partie de l'assurance en vigueur qui a bénéficié lors du rajustement de l'annuité spéciale accordée aux vieux membres en réduction du montant de leurs cotisations doit être comprise dans ce cas. Ce fait a contribué à rendre nécessaire une augmentation du mon-